

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de M. Wim Kok, Premier ministre des Pays-Bas, sur les relations et la coopération entre la France et les Pays-Bas, La Haye le 29 février 2000.

M. WIM KOK - Tout d'abord, je voudrais vous souhaiter, Monsieur le Président Chirac, une fois encore de tout coeur la bienvenue à La Haye. Votre visite d'Etat aux Pays-Bas constitue le couronnement de nos relations florissantes et donne une impulsion majeure à notre coopération future.

Permettez-moi, Monsieur le Président, quelques impressions en néerlandais.

La coopération plus étroite entre nos deux pays évolue de manière favorable. La première priorité reste cependant les réformes institutionnelles en vue de l'élargissement de l'Union européenne. La présidence française peut compter sur notre plein et entier soutien qui doit mener à la signature du Traité de Nice.

Nous sommes également d'accord quant aux points qui seront abordés au Sommet de Lisbonne en matière d'emploi, en matière de connaissance et d'innovation et en matière de cohésion sociale. Le progrès économique et l'emploi restent des points primordiaux pour l'évolution de l'Europe.

Une Europe unie est indispensable pour assurer un plus grand bien être. Il en va de même pour ce qui est de la coopération au sein d'autres institutions, comme l'OTAN. Le suivi du Sommet de Tampere en matière de terrorisme, de lutte contre la criminalité, de lutte contre le blanchiment et en matière de droit d'asile et d'immigration doit également bénéficier de tout notre intérêt.

En matière de coopération dans la lutte contre la drogue, des résultats positifs ont également été enregistrés et nous pouvons annoncer un nouvel élément, à savoir la constitution d'équipes d'enquête qui seront chargées de la lutte contre la fabrication de drogues synthétiques et le commerce de ces mêmes drogues.

La présente visite est en quelque sorte un couronnement pour nos excellentes relations.

Je voudrais dire que le Gouvernement néerlandais attache beaucoup d'importance à la poursuite fructueuse de l'approfondissement et de l'élargissement de notre coopération et de notre amitié. Continuons de coopérer avec conviction dans notre intérêt mutuel.

Votre visite nous donne un surcroît d'inspiration pour nous attaquer ensemble aux défis auquel nous sommes confrontés.

Merci pour votre visite, merci pour les entretiens.

LE PRESIDENT - Cher Wim Kok, cher ami, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord vous dire combien je suis heureux d'être ici aujourd'hui dans votre beau pays. Et ce n'est pas une formule diplomatique, croyez le bien. C'est l'expression de quelque chose que je sens dans mon coeur. Ma femme, moi-même, ma délégation ont été d'abord extraordinairement touchés par l'accueil qui nous a été réservé hier par Sa Majesté la Reine. Et je voudrais lui dire ma très respectueuse reconnaissance.

Un accueil amical prolongé aujourd'hui par Wim Kok qui nous reçoit dans des conditions également exceptionnelles, chaleureuses, avec notre entretien dans sa Torentje et cet entretien élargi dans l'un des plus beaux musées du monde.

Alors, pour cela, je voudrais dire un chaleureux merci à l'ensemble du peuple néerlandais. J'ai souhaité faire cette visite d'Etat, la première depuis seize ans, pour marquer combien nos relations sont devenues bonnes, notamment depuis quelques années. Nous sommes deux vieux peuples, deux vieilles cultures qui ont chacun une identité, un sentiment d'indépendance, une personnalité forte et par conséquent, parfois, nous avons des divergences de vues.

Mais, nous avons beaucoup de points communs et l'Histoire l'a démontré. Et ce que je souhaite en venant ici chez vous, et ce que souhaite, je le crois aussi, M. Wim Kok, c'est que nous puissions retrouver ce qu'il y a de meilleur dans nos relations et qu'avaient initié Guillaume d'Orange et Henry IV.

Et depuis quelques années, les choses ont beaucoup progressé. Je disais tout à l'heure qu'entre 1992 et 1995, pendant trois ans, il y a eu seulement trois ministres français qui sont venus ici aux Pays-Bas. Et depuis 1997, en trois ans également, il y en a eu vingt-quatre, et c'est la même chose dans l'autre sens. C'est un signe qui ne trompe pas et qui traduit la confiance, la solidarité et l'amitié.

Alors pourquoi est-ce que les Pays-Bas ont tant d'importance pour la France ? D'abord parce que les Pays-Bas sont un pays essentiel dans la construction européenne. Le poids de leur économie, le succès exceptionnel de leur croissance, le fait qu'ils soient les septièmes exportateurs mondiaux, font des Pays-Bas une des premières puissances économiques du monde. Mais nous partageons aussi des valeurs communes, nous sommes deux des pays qui défendons avec énergie l'aide publique au développement. Nous sommes la main dans la main dans les opérations de maintien de la paix, bref, chacun avec nos identités fortes, dans le respect de nos indépendances, nous faisons partie de ce groupe de tête de l'Europe.

J'ajoute que nos relations bilatérales sont considérables. Les Pays-Bas sont le premier investisseur étranger en France et la France représente environ 10% des investissements étrangers aux Pays-Bas. Chaque année, trois millions de Néerlandais viennent en France et les Français sont encore plus nombreux à venir admirer les trésors culturels et les paysages de votre beau pays. Ce sont de vrais liens. Nous sommes en quelque sorte, en Europe, les premières nations, nous le sommes chronologiquement, nous, les pays fondateurs de l'Europe et nous le sommes aussi sur le plan économique et sur le plan politique, grande nation et vieux peuples. Alors nous avons évoqué naturellement beaucoup de problèmes, ensemble, dans le cadre d'un dialogue, je dirais, constant, presque hebdomadaire. Nous avons commencé par les questions européennes et nous avons une grande convergence de vues. Nous voulons une Europe qui ait des institutions susceptibles de fonctionner efficacement dans un cadre élargi et nous voulons un processus de décision qui reflète la place de chacun des Etats membres, la place légitime de chacun des Etats membre. Et nous avons travaillé ensemble, la main dans la main, pour permettre à la Présidence française de terminer la négociation à la fin de l'année.

Sur l'Europe de la défense, nos points de vue se sont considérablement rapprochés, dans la mesure où nous avons une ambition commune qui est d'avoir une défense qui ne saurait en aucun cas se mettre en contradiction, si peu que ce fût, avec la solidarité atlantique.

Nous allons préparer ensemble le prochain sommet de Lisbonne, pour donner une nouvelle impulsion à l'innovation, à la connaissance, mais aussi à la croissance et à l'emploi dans le cadre de l'agenda social et j'ai donné au Premier ministre la primeur de nos ambitions pour la présidence française, aussi bien pour la réforme des institutions, l'élargissement, la défense et la Charte des droits de l'Union que dans le domaine de l'Europe des citoyens, avec l'agenda social, l'environnement et la lutte contre les marées noires, la sécurité alimentaire et le développement des échanges d'étudiants et de la connaissance.

Nous avons sur le plan de notre dialogue bilatéral, décidé un certain nombre de choses : accélérer nos rencontres à tous les niveaux, soutenir la nouvelle Université néerlandais-française d'Utrecht et de Lille, organiser des échanges de diplomates, faire réfléchir ensemble nos instituts de réflexion politique et stratégique.

Nous avons constaté avec satisfaction que notre coopération dans le domaine de la lutte contre la drogue, coopération douanière, policière, judiciaire, que nous avons engagée en 1995, s'était

développée de façon exemplaire et, chacun avec nos propres contraintes, eh bien, nous progressons dans cette voie de façon parfaitement satisfaisante.

La dynamique de l'Europe d'aujourd'hui ne dépend pas, et c'est peut-être un des grands succès de l'Europe, elle ne dépend pas de la taille, elle ne dépend pas de la puissance économique, elle ne dépend pas de la situation géographique, au nord ou au sud, elle dépend de la détermination politique. Et du point de vue de la détermination politique, les Pays-Bas sont vraiment au premier rang. Et ce n'est pas d'aujourd'hui. J'évoquais l'aide au développement, ce qui est tout à fait caractéristique, mais je me souviens aussi, en juillet 1995, lorsque nous avons décidé de créer la force de réaction rapide pour rétablir la situation en Bosnie, nous n'étions pas tellement nombreux, nous n'étions que trois, les Pays-Bas, l'Angleterre et la France, et nous avons réussi. Voilà les raisons pour lesquelles je suis heureux de ce voyage. Quelques-unes des raisons.

M. WIM KOK - Je voudrais vous donner le temps M. le Président de répondre à quelques questions mais je crois que l'on a très peu de temps et vous allez devoir partir pour le Parlement. Mais je crois qu'il y a une question brûlante.

*

QUESTION - Depuis quatre jours, maintenant, les Français se demandent, à tort ou à raison, si la France a parlé d'une seule voix la semaine dernière au Proche Orient et si elle continuera à le faire dans les mois qui viennent, et notamment au cours de la présidence française de l'Union européenne. Est-il exact, M. le Président, que certains pays européens, d'ailleurs, se sont inquiétés auprès de vous de cette cacophonie à la tête de l'Etat en ce qui concerne la politique étrangère ? Et que comptez-vous faire pour précisément ramener les choses dans l'ordre pour que les Français puissent y voir plus clair ?

LE PRESIDENT - Sur ce sujet, j'ai dit, je crois, tout ce qu'il fallait dire. Au Proche Orient, la politique de la France est équilibrée et impartiale. C'est ainsi qu'elle contribue à la paix. Et elle n'a pas changé. Mon ambition est de faire en sorte qu'avec le Gouvernement, la voix de la France en Europe et dans le monde soit forte, entendue et respectée.